

L'urgence d'une tout autre globalisation

Une théorie adaptée au monde nouveau et quatre axes de propositions

Frédéric Bocvara, Docteur en économie, Chercheur associé à l'université Sorbonne Paris-Nord¹, membre de l'équipe de la revue « *Economie et Politique* »

La globalisation actuelle fait souffrir les peuples et la planète, apportant inégalité, polarisations et monopoles, guerre économique et guerres militaires.

Le libre-échange fou montre ses limites partout dans le monde, y compris pour le peuple étatsunien, et même dans une certaine mesure pour l'impérialisme US. La guerre commerciale de Trump vise la négociation avec l'Europe et l'atteinte de la Chine, pour sauver avant tout le dollar pilier majeur de tout le système capitaliste et impérialiste actuel.

Le monde a-t-il basculé ? Oui et non. Il est plutôt à la croisée des chemins. Il s'agit d'agir pour qu'il aille dans le bon sens.

Face à la fuite en avant vers encore plus de libre-échange, et la soumission au dollar, promue tout particulièrement par les dirigeants de l'UE, en cela munichois et collaborationnistes avec le grand capital (certains secteurs visant de façon plus offensive la rivalité sur l'attraction des capitaux), monte l'idée d'y répondre par le protectionnisme, le nationalisme, le souverainisme. Donc par la guerre économique entre pays.

L'enjeu est au contraire celui d'une tout autre mondialisation, une mondialisation de partage et de co-développement pour et par toute l'humanité, c'est-à-dire une véritable globalisation des ressources, démocratique et à portée des peuples, de leur intervention démocratique.

Car il faut se développer et partager les financements, les technologies, les pouvoirs et se coordonner pour résoudre des défis qui nous sont communs (climat, santé, pauvreté et migrations, évasion fiscale, guerre, information, et tous les biens communs) ou similaires (emploi, formation, services publics, nouvelle industrialisation).

1- L'urgence d'une globalisation totalement différente pour une nouvelle civilisation, renforcée par les récentes décisions de Trump a- Les faits déclencheurs de la phase d'offensive Trump 2

1 Exposé présenté au Comité exécutif (CE) de la FMTS (Fédération mondiale des travailleurs scientifiques), à partir de la communication présentée à Cuba, La Havane, les 14-17 novembre 2023 aux XIV^{èmes} Rencontre internationale sur la globalisation et les problèmes du développement et de mes quatre articles du dossier spécial « Disruptions dans la mondialisation », à paraître dans *Economie & Politique*, n° 850-851, 2025.

Les Etats-Unis augmentent très fortement leurs droits de douane, appliqués aux produits matériels importés (en % de leur valeur). Pendant 2 mois, les droits de douane seront plus élevés de 10 points, contre une moyenne autour de 3% auparavant². Pour certains produits (acier, aluminium, automobiles et équipements auto) 50 points s'ajoutent au lieu des 10 points. A l'issue de ces deux mois, pour les pays avec lesquels un accord n'est pas trouvé, les Etats-Unis appliqueront une augmentation des droits selon un tarif qui donne un supplément de 20% pour l'UE, de 46% pour le Vietnam, de 26% pour l'Inde, de 17% pour Israël, par exemple. Dans le même temps, les téléphones, ordinateurs, semi-conducteurs, cartes-mémoires, puces, ne subiront pas ce surcroît (sous réserve des résultats d'une commission d'enquête US qui pourrait décider l'application d'une augmentation de 20 points).

Quatre ensembles de pays sont à considérer : la Chine, qui se voit appliquer un taux de 145% (sauf sur les produits électroniques ci-dessus, soit 20% de ses exports aux Etats-Unis), le Canada et le Mexique, qui se voient appliquer 25%, les pays sous embargo comme Cuba pour lesquels il n'y a pas de taux. Tous les autres pays, comme ceux de l'UE, se voient appliquer le taux de 10% en attendant l'issue des négociations.

Début juin, D. Trump, confronté à une contestation du tribunal du commerce international sur sa légitimité juridique à agir sur tous les droits de douane sans mandat du Parlement, a relevé les droits dits « sectoriels » à 50%.

Précisons tout de suite que si les Etats-Unis ont un fort déficit de marchandises (entre 1.100 Md\$ et 1.200 Md\$), ils ont aussi un fort excédent sur les technologies, paiements informationnels, financiers et paiements intragroupes (+300 Md\$), sur les dividendes rapatriés (+300 Md\$) deux ensembles très liés à leurs multinationales, ainsi qu'un très fort afflux de capitaux de portefeuille du monde entier (+1.150 Md\$ en 2024) avec lesquels, des années 1980 à 2014-2015, ils finançaient l'achat ou l'installation d'entreprises dans le monde entier sous forme d'investissements directs à l'étranger (IDE)³.

Par ailleurs, il faut rappeler que les Etats-Unis bloquent le système des plaintes auprès de l'OMC depuis déjà un certain temps, en bloquant depuis 2011 (sous Obama) le renouvellement des juges-arbitres de l'organe d'appel statuant sur les « différends » commerciaux entre Etats.

Les décisions brutales de Trump sur les droits de douane ont immédiatement entraîné un « mini-krach » boursier car les perspectives de croissance et de profit, à court terme, ont alors été rendues incertaines. Trump a corrigé le tir, à partir du moment où le taux d'intérêt des bons du Trésor US s'est accru et où l'attractivité du dollar a connu une remontée sérieuse. C'est-à-dire qu'il corrige et ajuste dès que le dollar et le financement du déficit US sont en cause.

2 Ils étaient autour de 4-5% depuis le milieu des années 1970 et de 8% entre 1950 et 1970, mais ils étaient montés à 20% dans les années 1931-32 et étaient de 30% dans le dernier quart du 19^{ème} siècle (d'après un graphique publié dans *Les Echos* du 2 avril).

3 Voir « Pour une tout autre globalisation : comprendre la domination du dollar et avancer vers une monnaie commune mondiale alternative », Frédéric Bocvara, *Economie & Politique* n° 834-835, 2024. Tous ces chiffres ont pour source la balance des paiements des Etats-Unis, publiée par le BEA, *Department of Commerce*.

La perspective d'une récession mondiale se rapproche. Trump montre qu'il est prêt à provoquer une récession mondiale, à entraîner le monde entier dans les difficultés, faisant comprendre que les Etats-Unis s'en sortiront plus vite que les autres et à leur détriment, tel le nageur qui tire tout le monde sous l'eau pour remonter. C'est une façon d'obliger à négocier. Dans le même temps, il laisse le beau rôle à la Chine qui, malgré la pression déflationniste de sa baisse des prix à l'export et de ses exportations dans le monde entier, peut se targuer de soutenir la croissance mondiale par sa demande adressée aux autres pays.

Il est difficile d'évaluer la profondeur, la durée et les enchaînements financiers, mais avec l'énorme accumulation financière actuelle, qui est la cause fondamentale des effets en chaîne et qui fragilise toute l'économie mondiale, il faudra être très attentif à ce qui se passe sur les marchés financiers.

b- Un contexte de fond

La hausse très importante des droits de douane (« tarifs ») US à l'importation des marchandises décidée par Trump intervient sur fond d'une nouvelle phase de la crise profonde du capitalisme et de la mise en cause de l'impérialisme des Etats-Unis ainsi que de son hégémonie, dont le dollar est un instrument central⁴.

Elle constitue cependant un tournant brutal, avec une hausse touchant, dans un premier temps, quasiment tous les pays, y compris l'UE et le Japon, « les alliés des Etats-Unis ». Mais elle touche aussi très durement les pays du Sud global, avec lesquels l'Administration accentue sa relation extractive et néo-coloniale. C'est une « nouvelle étape » de la guerre commerciale qui avait commencé dès 2017, avec « Trump 1 ». Elle avait été poursuivie, sous une apparence plus souple, par Biden⁵.

Les causes profondes sont de différentes natures, mais complémentaires et entrent en résonance :

- Crise de rentabilité du capital US, avec une suraccumulation financière énorme qui pèse sur la rentabilité et des exigences de rentabilité accrues par la révolution informationnelle
- Fragilisation profonde de la « base sociale populaire » du capitalisme aux Etats-Unis. Or si la légitimité se trouve vraiment mise en cause, cela fragilise tout le capital US, donc tout le capitalisme mondial, ou tout du moins « occidental »⁶.

D'où l'exacerbation du nationalisme US.

4 Voir par exemple « Le dollar et les multinationales, piliers de l'impérialisme technologique US », *Cause Commune*, n°16, mars-avril 2020.

5 <https://www.economie-et-politique.org/2021/06/24/huit-commentaires-sur-joe-biden/>

6 Car en réalité, les Etats-Unis sont la base fondamentale du capital mondial, qui est partout plus ou moins interpenetré avec le capital US, soit formellement par ses liens financiers directs (dans les entreprises où par exemple les fonds d'investissement US sont omniprésents), soit parce qu'il se place aux Etats-Unis, en IDE ou en bons du Trésor, soit plus généralement par sa dépendance envers le dollar.

- Montée des BRICS et de l'économie de la Chine, considérée comme un « rival systémique » des Etats-Unis
- Nouvelle phase de la révolution informationnelle, avec des enjeux technologiques très importants (liés à l'IA et à l'industrie 3.0 connectée), entraînant de gigantesques besoins de capitaux et de monopolisation (monopolisation des usages de l'IA et de ses données, pour partager ses coûts), crainte existentielle de monopoles rivaux (car : « *first player takes all* », le premier arrivé rafle la mise).

Tout cela entraîne la recherche d'une nouvelle phase de l'impérialisme, et tout particulièrement d'une nouvelle phase de la relation entre l'Etat des Etats-Unis et le capital en général. Dans la crise du CME-S (capitalisme monopoliste d'Etat social) l'intégration impérialiste internationale, avec des organismes interétatiques et supranationaux, s'est poursuivie, mais la perspective d'une sorte de CME-I (capitalisme monopoliste d'Etat *international*), même sous hégémonie US apparaît de plus en plus clairement douteuse, et en réalité impossible compte-tenu de la nature profonde du capitalisme, de concurrence et de rivalité. Ceci contribue sans doute à expliquer la recherche, par le grand capital étatsunien, d'un système impérialiste bien plus unipolaire et recentré sur les Etats-Unis qu'auparavant.

Dans le même temps, malgré l'avancement considérable de la Chine, le monde n'a pas basculé. L'impérialisme US reste très puissant, y compris par sa force dans les organisations internationales. Par exemple, la dernière émission monétaire du FMI, de DTS (droits de tirage spéciaux) dominé par les Etats-Unis a représenté presque 1.000 Md€ (930, exactement), dont 40% sont allés aux pays du G7, contre une capacité de prêts par la banque des BRICS (DNB) de 200 Md€ maximum⁷. De même, l'avance technologique US reste très importante, malgré les progrès inouïs réalisés par la Chine. Ainsi, celle-ci n'a pas les capacités pour réaliser (« fondre ») des puces avec des nœuds de 3 nm, ni de 5 nm, elle dépend des équipements occidentaux (notamment le Néerlandais ASML et l'Allemand KarlZeiss) dont la vente peut être bloquée par les Etats-Unis, alors que le Taïwanais TSMC ou Intel sont à 3 nm, en production, et préparent 2 nm pour 2025-2026. D'où les énormes efforts chinois en recherche, y compris pour utiliser d'autres méthodes, parfois moins consommatrices de capital ou de matières.

c- Quelle explication, quelle rationalité aux décisions de D. Trump ?

Des excès existent dans les décisions prises par Trump et par son administration/entourage. Mais les corrections confirment bien qu'il y a une rationalité : celle du dollar et du capital.

⁷ Ses capitaux propres sont de 100 Md€ et elle se fixe comme règle de ne pas prêter plus de deux fois ses capitaux propres (là où une banque ordinaire prête environ 8 fois ses capitaux propres), pour ne pas fragiliser les devises des pays y participant.

La hausse brutale des droits de douane est utilisée contre la Chine et les autres pays, et comme arme de négociation pour faire plier essentiellement les alliés les plus proches des USA, UE, Mexique et Canada. Le but est de gagner sur trois tableaux : (1) redresser le déficit commercial US, (2) redresser la production sur le site US, de biens, de services et de technologie (avec un effet d'annonce et de propagande pour l'emploi industriel sur le site USA), mais surtout le monopole technologique, et (3) en même temps renforcer, l'attraction du dollar et le financement du déficit public et des besoins de capitaux US accrus, recentrés sur le site US eux aussi.

La guerre commerciale de Trump est un chantage qui porte ainsi sur trois ensembles de menaces :

- Menacer les multinationales situées hors des Etats-Unis de ne plus pouvoir vendre aux US, ou en tout cas de manière moins profitable, pour les amener à venir investir encore plus aux Etats-Unis, redressant la production industrielle US, ses emplois et sa balance commerciale.
- Menacer le reste du monde de l'entraîner dans une récession mondiale, au risque d'un krach financier majeur.
- Menace sur la liquidité des placements financiers en bons du Trésor US par le monde entier (y compris les Banques centrales) et menace sur les armements, pour sauver le dollar, en imposant aux autres pays de le soutenir et de financer le déficit de l'Etat US. C'est l'enjeu le plus important.

Pour cela, le raisonnement est le suivant (il a été en grande partie exposé par le nouveau chief economist de la Maison blanche, Stephen Miran⁸). Il s'adresse surtout aux grands pays capitalistes partenaires alliés des Etats-Unis. « Organisez avec nous la baisse maîtrisée du taux de change du dollar [comme les accords du Plaza (1985), puis du Louvre (1987)], pour que nous exportions plus, et engagez-vous à acheter plus de produits US. Dans le même temps, achetez nos bons du Trésor, dont nous pourrions étendre la maturité à 100 ans, voire rendre perpétuels. En contrepartie, puisque vous soutenez ainsi l'effort militaire US pour le monde « libre et démocratique », nous assurons votre protection, votre parapluie militaire. », dit-il en substance. C'est-à-dire qu'il veut à la fois profiter d'un taux de change faible pour exporter, mais conserver la force du dollar, son attractivité⁹.

Variante dans l'entourage de D. Trump, Scott Bessent, son secrétaire au Trésor, compte plutôt sur le stablecoin (une crypto-monnaie pas tout à fait spéculative, ayant une contrepartie directe et stable en dollar), lui aussi pour attirer les capitaux sans que

8 Voir le très clair article de Y. Dimicoli, dans *Economie & Politique* n° 846-847, « Trump et le dollar ».

9 Double objectif que partage explicitement le secrétaire du Trésor, Scott Bessent, à la seule différence, qu'il pousse le développement d'une crypto-monnaie spécifique pour la partie attractivité financière et financement des dépenses publiques US, le *stable-coin*, ayant une contrepartie fixe en dollar, avec une convertibilité en dollar sur laquelle s'engageraient les émetteurs de *stable-coins* (cf. Eric Monnet dans *Le Monde* des 4 et 4 mai).

s'apprécie du taux de change du dollar, ce qui pèserait sur la compétitivité-prix des exports US¹⁰.

2- La visée de fond d'une autre globalisation

La globalisation recouvre deux aspects complémentaires des processus économiques et correspond à des transformations profondes :

- l'extension mondiale de ces processus
- leur caractère transversal, leur décloisonnement

Ce dernier tend faire que les processus économiques sont traversés par une même logique et les mêmes intérêts, soumettant tous les pays à une domination sans précédent des marchés, en particulier financiers, où peuvent opérer de grands fonds de capitaux spéculatifs. Pendant ce temps, les multinationales tissent leurs réseaux de production, financiers et informatifs, avec le soutien des États et des institutions internationales. Elles mettent en concurrence tous les travailleurs, employés ou potentiels (les chômeurs). Et il y a une tendance à exclure les pays qui ne se soumettent pas à cette logique.

Mais cette globalisation n'est pas la seule possible. Un autre type de globalisation est possible et nécessaire.

Il ne s'agit pas du faux radicalisme de la "démondialisation" ou du "souverainisme". Le monde a besoin de partager et d'agir ensemble : depuis le partage des brevets et des technologies pour produire des vaccins, à l'action commune contre le réchauffement climatique, mais aussi le partage d'informations sur la santé publique, sur les cyclones, jusqu'au partage des moyens financiers et monétaires pour répondre aux défis globaux inédits d'un développement de l'ensemble du monde et pour des co-production, des conventions.

Aujourd'hui, après la pandémie mondiale, après la crise financière mondiale de 2008, face à la crise climatique et écologique, aux guerres et à une domination encore renforcée des multinationales et des monopoles informationnels, à la nouvelle étape de guerre commerciale initiée par Trump, face à l'extension de la pauvreté et au nouvel équilibre démographique -- et productif ! -- du monde, il y a une urgence à une globalisation totalement différente pour une nouvelle civilisation, avec ses trois aspects économiques, anthropologiques et géographiques. Une civilisation commune à toute l'humanité, une civilisation du partage, de la paix et du développement de toutes les capacités humaines.

Encadré :

Civilisation, économie et théorie de l'anthroponomie

Il faut distinguer l'économie de l'anthroponomie.

10 Voir la tribune de Eric Monnet, *Le Monde* du 3 mai

L'économie désigne les activités humaines sociales de production et de reproduction de biens matériels et immatériels (services) avec ses quatre "moments" : production, circulation, distribution et consommation. L'"**anthroponomie**" se réfère aux autres activités humaines sociales, celle de génération et de régénération des êtres humains et de la société, en distinguant quatre "moments" : parental (y compris l'éducationformation), travail, politique, informationnel. Dans une société donnée, les deux sont sous-tendues par des conceptions conscientes communes. Dans notre société, l'économie est capitaliste et l'anthroponomie est celle du libéralisme. Il existe des exigences anthroponomiques de changement (comme un nouveau type de démocratie ou l'émancipation féministe), mais l'économie résiste.

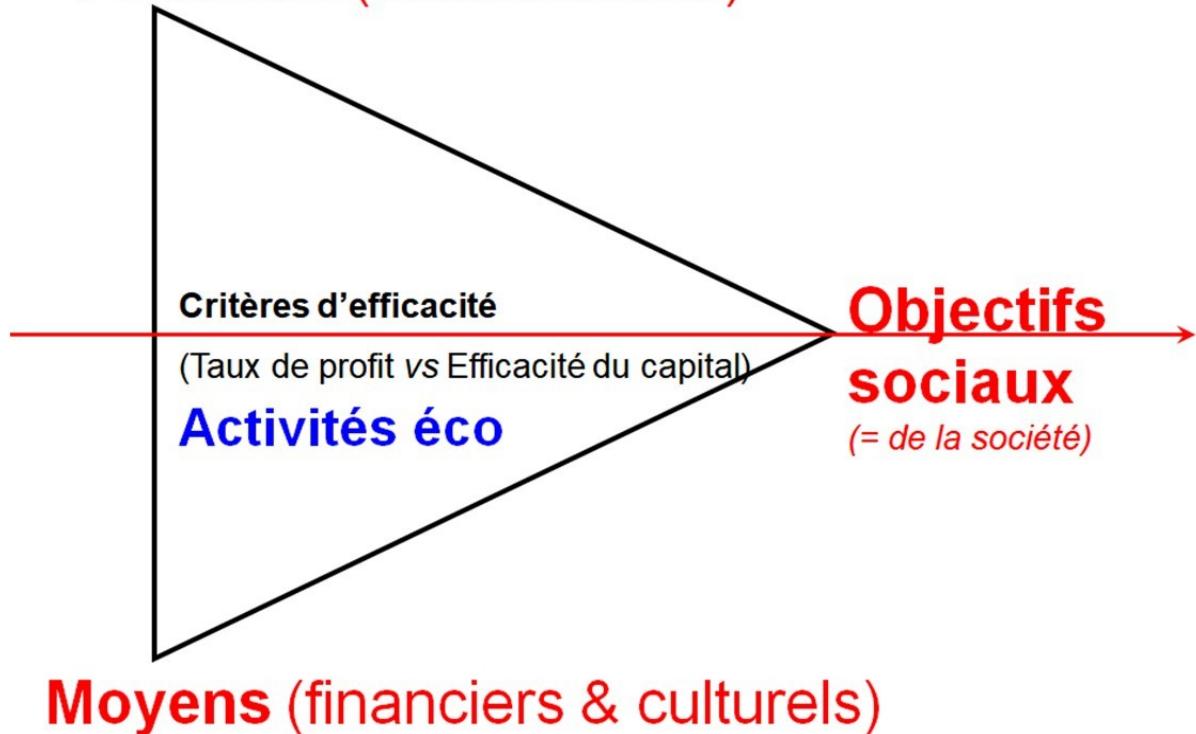
Des changements économiques sont nécessaires à trois niveaux : objectifs, moyens, pouvoirs. (i) **Les objectifs** sont plus anthroponomiques, tels que la démocratie, l'égalité, la coopération, l'écologie. (ii) **Les moyens** se réfèrent aux moyens financiers et à la culture, ils sont donc mixtes, économiques et culturels. (iii) **Insister sur les pouvoirs**, c'est insister sur la nécessité d'une démocratie sur les moyens financiers avec des objectifs différents. Et il y a **les critères**. Les critères doivent être considérés comme transversaux à ces trois points, ils les connectent, tels les critères de rentabilité financière dans le capitalisme.

Une civilisation peut être caractérisée comme une combinaison entre anthroponomie et économie dans des conditions historiques et géographiques particulières. Notre civilisation peut se définir comme la domination-expansion mondiale du modèle capitaliste (économie) et libéral (anthroponomie) européen et américain, la "civilisation occidentale".

Des changements anthroponomiques sont également nécessaires (comme le féminisme, une culture de la paix, une culture du partage et de la coopération). L'anthroponomie pourrait "débloquer" les changements économiques (cf. P. Boccardo, 2017).

Principes : Triangle systémique

Pouvoirs (et institutions)

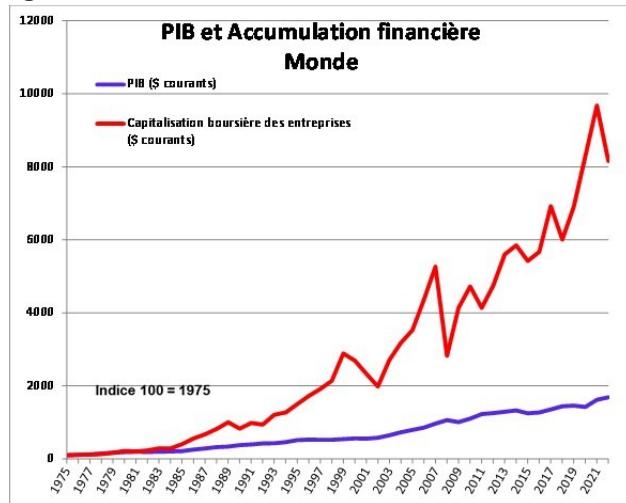


3 - La Crise

Il est nécessaire de repartir de la crise économique pour comprendre ce qui est en jeu, sa radicalité et l'exigence de créativité théorique et sociale qu'elle impose.

La crise profonde qui est en cours résulte de la domination du capital et de sa logique sur tous les aspects de la civilisation. Comme indicateur de la persistance de la crise et de la suraccumulation, on peut prendre le PIB et l'accumulation financière mondiale : on constate que leurs évolutions divergent de plus en plus (cf. Figure 1). En partant d'un indice 100 en 1975, pour les deux, le PIB mondial atteint un indice un peu inférieur à 200, tandis que l'accumulation financière atteint un indice de plus de 800 !!

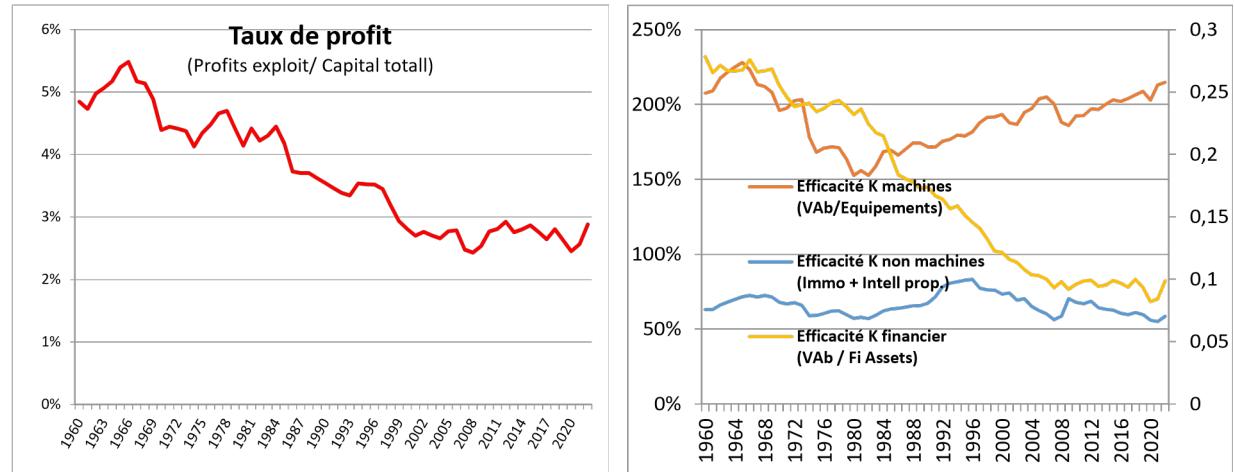
Figure 1 - PIB et accumulation financière



Source : Banque mondiale (basée sur les sources nationales)

On peut également examiner le taux de profit des entreprises aux Etats-Unis (l'économie du capital dominant), en comparant le profit des entreprises à l'ensemble du capital investi, y compris le capital financier. On constate que le taux de profit de l'ensemble des entreprises continue de rencontrer des difficultés (figure 2a), alors même que l'efficacité du capital fixe des équipements (, Figure 2b) a progressé (durant les années 1980) et que la part des profits dans la VA a été accrue (figure 3c), mais l'efficacité du capital total recule (figure 2d), surtout en raison de l'accumulation du capital financier (2d), puis des limites d'efficacité du capital matériel et immatériel (figure 2b).

Figure 2a - Taux de profit - Etats-Unis Figure 2b - Efficacité du capital, par composantes - Etats-Unis



Profit = Profit brut d'exploitation des entreprises non financières

Capital total = capital matériel + immatériel + financier Source : US-BEA et Federal Reserve Source : US-BEA et Federal Reserve

Figure 2C - Part des profits dans la VA

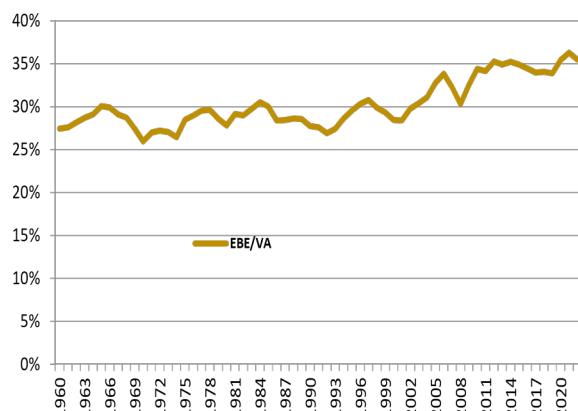
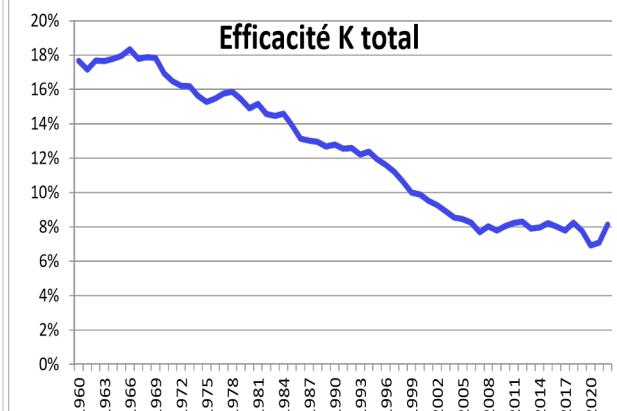


Figure 2D - Efficacité du capital total



Part des profits dans la VA

Profit = Profit brut d'exploitation des entreprises non financières

VA = Valeur ajoutée brute Efficacité du capital = VA / Capital total Source : US-BEA et Federal Reserve

Source : US-BEA et Federal Reserve

Capital total = capital matériel + immatériel + financier

VA = Valeur ajoutée brute

Je voudrais souligner trois causes de la crise systémique radicale et de sa persistance.

- **Première cause** : les limites que le capital impose à son propre développement. Il s'agit de la suraccumulation de capital. La suraccumulation est un excès de capital. Pas un excès par rapport aux besoins sociaux et aux exigences d'investissement pour ces besoins, mais un excès par rapport aux exigences de profit permettant d'atteindre un taux de profit suffisant. En particulier, lorsqu'un capital augmente de valeur, pour maintenir son taux de profit, il a besoin de plus de profit sur la même production (cf. Figures 1 et 2a). Cela engendre notamment un chômage massif et une crise écologique.
- **Deuxième cause** : crise des réponses. Crise des réponses de droite : le néolibéralisme, qui signifie plus pour le capital, la marchandisation de tout et une grande intervention économique des Etats au service du capital. Crise des réponses de gauche, qui ont deux versions : compenser et limiter le capitalisme (social-démocratie) ; imiter sa manière de produire et agir principalement dans la distribution des revenus (Socialisme de Rattrapage Étatique et autoritaire du capitalisme, SREa de type soviétique).
- **Troisième cause** : les changements profonds à l'œuvre. De l'intérieur du système capitaliste, de véritables révolutions objectives des opérations fondamentales économiques et anthroponomiques se développent, mais sans révolution politique et sociale : la révolution informationnelle (technologique et sociale), la révolution monétaire (la création monétaire libérée de l'or), la révolution écologique, la révolution militaire (avec des armes de destruction massive) et une révolution anthroponomique, en particulier une révolution démographique et parentale (longévité, contrôle des naissances, d'autres relations entre les genres et les générations, etc.) et également une révolution au niveau des valeurs morales, de la conception de la personne humaine ou de la conception du travail.

Ces révolutions objectives mettent en cause la structure de la société et les consciences, qui résistent. Un peu à la manière dont, par le passé, la révolution industrielle a commencé son développement dans le féodalisme avant qu'il n'y ait une révolution politique et sociale.

La radicalité de ces révolutions, en particulier la révolution informationnelle qui remet en question certains des principes fondamentaux du capitalisme, implique que la crise ouverte depuis le début des années 1970 n'est pas seulement une crise *systémique*, comme les crises précédentes avec les phases longues de difficultés du capitalisme (par exemple, celui des années 1918-1942), mais aussi une crise *systémique radicale*.

On oppose traditionnellement la "structure sociale" et les "forces productives", la structure sociale (les pouvoirs les institutions empêchant un développement sain des forces productives sociales, y compris humaines, elles en dévoient le développement. Et on met l'accent sur la structure, notamment la propriété (publique ou privée). En fait, chez Marx, est ajoutée la régulation, qui fait le lien entre la structure sociale et les forces productives, avec la régulation par le taux de profit et la priorité à l'accumulation du capital.

Il s'agit de transformer les "régulations" elles-mêmes. Cela signifie un changement dans le régulateur, les règles et les réglages. Dans le capitalisme, cela signifie s'attaquer radicalement à la régulation par le taux de profit — qui sert de guide aux corrections — pour établir un autre type de régulation impliquant un changement dans les critères de gestion des entreprises et l'utilisation de tous les fonds, privés et publics.

Par exemple, mettre en cause la régulation par le chômage et le développement du capital pour imposer une régulation par la formation et le développement des capacités humaines : rotation « emploi-formation-emploi », avec sécurité des revenus, développement de la recherche et de la formation pour améliorer l'efficacité sociale ; au lieu de la rotation « emploi-chômage-précariété », avec baisse des revenus et développement de l'investissement pour la substitution des emplois par des machines, qui vise à améliorer le taux de profit, renforcer l'accumulation et qui vise un type d'efficacité qui atteint ses limites aujourd'hui (révolution informationnelle et révolution écologique). La radicalité de la crise nécessite des changements dans les principes fondamentaux, avec de nouveaux principes positifs et non simplement des limitations ou compensations de la même logique.

3- La révolution informationnelle et les firmes multinationales (FMN)

Les firmes multinationales (FMN, en fait FTN, firmes transnationales) jouent un rôle décisif dans la globalisation économique. Elles dominent la globalisation actuelle et en sont l'un des moteurs. Elles cherchent à élaborer une réponse systémique (mondialisation, financiarisation et révolution technologique), et poussent dès les débuts de la crise systémique à une transformation des règles internationales et des institutions publiques nationales ou plurinationales. On peut faire l'hypothèse qu'elles seraient demandeuses d'une sorte de "CME.I", un capitalisme monopoliste d'Etat international, donc pluri-États, comme nouveau système stable et comme issue à la crise systémique. Mais cela n'est pas possible ni avec l'impérialisme ni avec l'aggravation de la domination du capital car ils s'opposent tous deux à une pleine coopération mondiale entre les pays. Enfin, les multinationales, en se développant, génèrent d'énormes contradictions, dont certaines sont nouvelles, et le monde rencontre des limites profondes, économiques, écologiques, sociales et culturelles, conduisant à une nouvelle phase de la crise systémique radicale.

a. La révolution informationnelle

La révolution informationnelle est fondamentale dans la globalisation et dans le nouveau développement des firmes multinationales (FMN). C'est une véritable nouveauté qui rend également possible une nouvelle forme d'efficacité économique et sociale : une efficacité à travers le partage de l'information. Cependant, elle génère une déstabilisation et de nouvelles contradictions au sein des multinationales et transforme leur mode de fonctionnement. Ainsi, nous avons des multinationales qui sont à la fois nouvelles et anciennes : nouvelles en relation avec la révolution informationnelle et anciennes car elles restent basées sur la logique capitaliste d'accumulation et de profit.

Pour comprendre la révolution informationnelle, il faut partir de la caractérisation de la révolution *industrielle*, la précédente. La révolution industrielle peut être caractérisée comme la substitution de la main du travailleur maniant l'outil par une machine-outil. En revanche, la révolution informationnelle repose sur la substitution de certaines activités du cerveau humain, les activités informationnelles, par des machines informationnelles (comme les ordinateurs) qui agissent sur l'information, la transforment, la transmettent, la reproduisent, en créent même, etc.

C'est une véritable révolution des forces productives, comme sous le féodalisme et l'Ancien régime commençait en Europe la révolution industrielle, sans encore de révolution dans les structures sociales.

→ Pour penser l'information ayons en tête, par exemple, la formule chimique d'un médicament comme le paracétamol. Ce n'est pas la notion de formule chimique qui est

nouvelle. Mais auparavant, elle existait sur un support écrit. Ce qui est nouveau, c'est qu'elle est séparée de façon nouvelle des êtres humains et partageable sans coût. Cette formule peut être directement « active », incluse dans un programme ou ensemble de programmes contenant les spécifications de fonctionnement pour les machines qui fabriquent le médicament.

Ainsi, l'information devient une "information agissante", qui agit directement sans médiation humaine. Cela change profondément les choses, en commençant par la relation entre les êtres humains et les équipements matériels.

L'information a deux propriétés. (1) La première propriété est le partage (l'essence de l'information est qu'elle peut être partagée à l'infini sans la perdre, contrairement à un produit matériel ; par exemple, lorsque je transmets cette information, je ne la perds pas) et (2) le rôle décisif des êtres humains et de leurs capacités pour développer l'information.

Ces propriétés ont **plusieurs conséquences décisives**, qui sont autant de nouveautés fondamentales et qui changent radicalement les conditions des processus économiques.

- Le travail sur l'information, sa manipulation, sa création, etc., acquiert une importance croissante, en termes qualitatifs et quantitatifs.
Cela se manifeste notamment dans la structure de l'emploi, dans le type de travail, ou dans un changement de la frontière entre travail manuel et travail intellectuel, y compris chez les ouvriers ou les techniciens.
- Le partage de l'information développe l'information, va permettre de créer plus et d'autres informations. C'est un principe fondamental de la recherche scientifique. Plus les personnes avec qui on partage sont formées, informées, mieux et l'information est développée.
- Les dépenses pour les êtres humains, pour leur développement, deviennent décisives (pour développer l'information et la maîtriser, ou encore la rendre efficiente) contrairement au principe dominant du capitalisme en temps normal qui consiste à donner la priorité aux dépenses en capital et en équipements matériels.
La formation, l'emploi et les services publics doivent devenir des priorités. Mais tout le monde capitaliste souffre d'une pénurie de travailleurs qualifiés et formés et/ou d'austérité dans les services publics. Ainsi l'OIT estime que 77% des entreprises dans le monde souffrent d'une pénurie de travailleurs.ses qualifié.e.s.
- Autre conséquence du partage, l'information a une (sous-)propriété d'ubiquité : elle peut être "ici" et "là" en même temps, contrairement à une machine. Il existe alors des coûts "globaux" pour une multinationale, tels que les coûts de recherche (coûts de "création d'information"), et des coûts "locaux", tels que les coûts directs de production. Les multinationales d'aujourd'hui (multinationales de

l'époque de la révolution informationnelle) jouent sur la différence entre les coûts globaux et locaux, et les opposent entre eux. Cela touche également les multinationales "extractives" qui ont elles aussi besoin de beaucoup de technologie, comme le montre bien le cas du pétrole.

- La logique des coûts est différente.

Les coûts de création d'information sont très élevés, tels les coûts de recherche (R&D). Cependant, une fois l'information créée (comme la formule du paracétamol, par exemple), ces coûts fonctionnent comme des coûts fixes qui peuvent être partagés et donc divisés, car l'information est partageable sans coût, ou à un coût négligeable. Plus l'information est partagée (que ce soit dans une production étendue ou avec de multiples participants dans un vaste réseau de filiales, par exemple), plus le coût est donc divisé, réduisant ainsi le coût par unité de produit. C'est une énorme incitation à développer les multinationales et un facteur de baisse des coûts... contrecarré, comme on va le voir, par une contradiction majeure, liée à la persistance des rapports sociaux capitalistes, et même à leur exacerbation.

b. Propriété du commerce international

Pour les entreprises, l'information constitue un sorte de facteur global, par opposition aux équipements matériels et aux travailleurs.ses.

En conséquence, on peut montrer que l'avantage comparatif (ou absolu) national, à la Ricardo ou à la Smith et ses déclinaisons ultérieures, n'est plus opérant. Ce qui a beaucoup de conséquences fondamentales qu'on ne peut développer ici.

c. Nouvelles contradictions et transferts/drainages de valeurs des pays par les

FMN

Les multinationales d'aujourd'hui (celles de l'époque de la révolution informationnelle) utilisent la propriété de partage pour partager les coûts dans les vastes réseaux de leurs filiales, mais avec la logique du capital. C'est un partage monopoliste, par opposition à un partage généralisé et systématique.

Cela amène de nouvelles contradictions. Par exemple, les multinationales étendent leurs réseaux pour partager les coûts, ce qui, toutes choses égales par ailleurs, est un puissant facteur de baisse de leur coûts. Mais elles le font en achetant des entreprises et/ou des technologies sur le marché financier avec une inflation spéculative.

Ainsi, ce qu'elles gagnent en efficacité en partageant les coûts, elles le perdent, et même au-delà, dans les dépenses engagées pour acheter des technologies ou des entreprises sur le marché financier (ce qui peut également être observé dans la différence entre les graphiques 2a et 2b). En outre, elles réagissent et se protègent en poussant à la hausse le cours de leur action, ce qui renforce l'inflation du capital financier, son coût et sa valeur.

Cette nouvelle contradiction alimente ainsi une course sans fin et une crise d'efficacité des multinationales, avec une hausse du coût du capital, une augmentation folle des dépenses pour le capital par rapport aux dépenses humaines et aux services publics (y compris l'augmentation des coûts de la dette publique en raison de la hausse des taux d'intérêt).

Sur le fond, il faut distinguer la fonction fondamentale et la forme actuelle des multinationales.

Elles ont en effet un double aspect, dialectique : elles remplissent une fonction nécessaire et fondamentale de partage de ressources pour la coproduction internationale, mais elles le font actuellement pour la rentabilité et sous une forme spécifique et perverse de réseau en capital financier, en utilisant les transferts de valeur et de ressources. Ces multinationales transfèrent des valeurs, drainent la valeur des pays où elles sont établies. Les transferts, et le monopole du pouvoir sur les transferts (par exemple, sur la fixation des prix de transfert), sont fondamentaux.

La logique contradictoire de fonctionnement des FMN est la coproduction, le partage de ressources et le transfert de valeur dominé par la rentabilité. C'est un partage monopoliste pour le capital et son profit.

Le rôle des FMN dans l'impérialisme est donc triple :

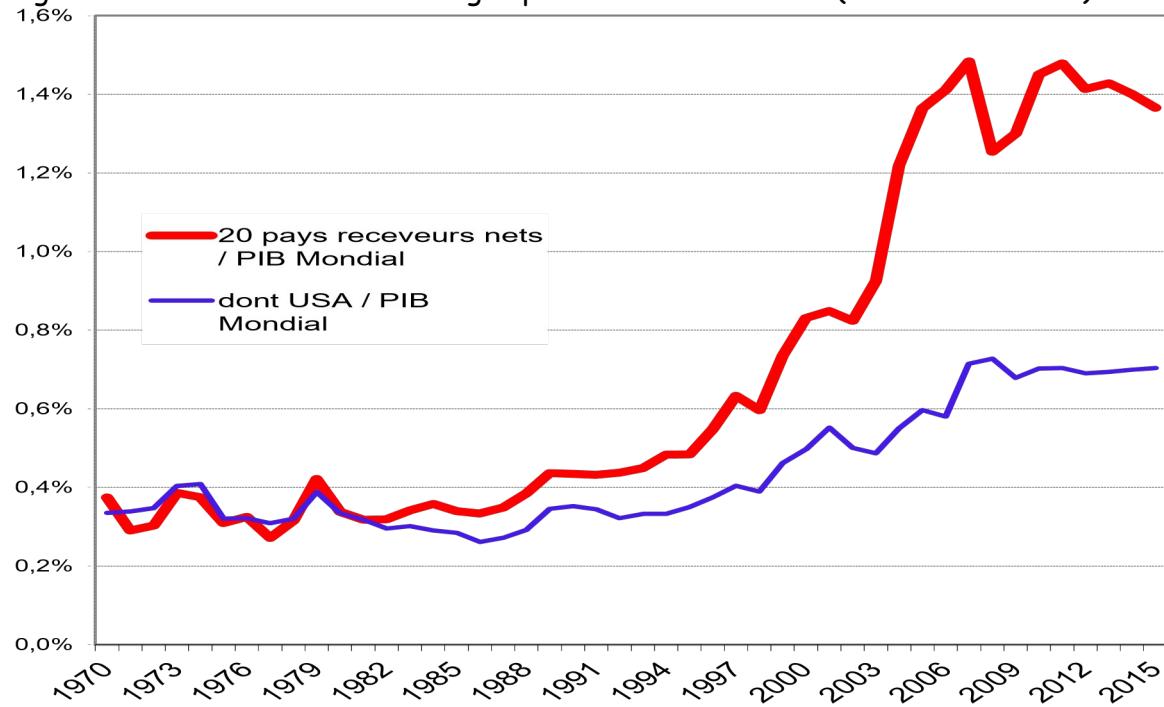
- a) Monopole de la technologie, par certaines FMN et pays (avec certains liens Etat-FMN)
- b) Drainage de valeur et de richesse des pays (y compris les ressources naturelles) au profit du capital dominant
- c) Monopole du capital sur l'utilisation de l'argent (profits, crédit, aides publiques) pour se développer alors que le développement des multinationales est différent du développement des peuples, tant du Sud que du Nord.

Une partie des transferts de valeur se fait par la sous-évaluation des matières premières ou des produits matériels et composants (« échanges » intra-firmes), qui sont inclus dans les produits finaux vendus sur le marché à des prix plus élevés (prix de transfert). Il s'agit de la partie traditionnelle qui a probablement connu un développement significatif, avec l'avancement des réseaux de production des FMN, la fluidification croissante des relations commerciales internationales et l'incitation renforcée à l'évasion fiscale. Ces transferts sont difficiles à évaluer. Mais on sait qu'ils sont importants.

Cependant, une autre partie des transferts de valeur se fait par le biais des redevances, des services informationnels, des services de gestion, des services financiers et du paiement d'intérêts intra-groupe, de dividendes et d'autres revenus des investissements directs étrangers (IDE). Cela correspond davantage à la nouvelle réalité des FMN marquée par la révolution informationnelle et la globalisation financière. Ils ont considérablement augmenté au cours des années 1980-2000, comme le montre la Figure 3. Au niveau mondial, ils représentent 1 000 milliards de dollars, selon notre évaluation, dont la moitié provient

des États-Unis (500 milliards de dollars). Pour certains pays, ce drainage est supérieur au coût de la dette publique (au Brésil, par exemple), tandis que pour d'autres, il est comparable au coût de la dette publique (en Tunisie par exemple, voir F. Boccaro, 2022).

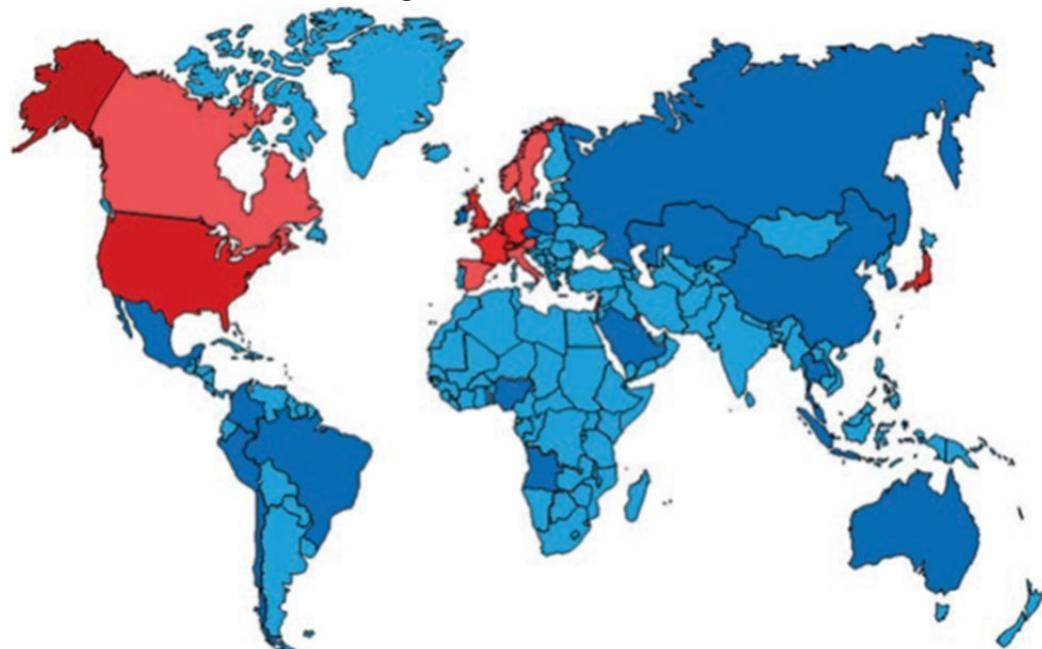
Figure 3 – Prélèvements ou drainages par les multinationales (au-delà des biens)



Source : Balance des paiements des pays, base de données du CEPII (Boccaro, Nayman, travail en cours)
Calculs des auteurs

Ces transferts peuvent être interprétés comme de véritables transferts de valeur, un drainage du « Sud global » vers les pays capitalistes développés. On peut les résumer sur une carte qui constitue un élément de la carte de l'impérialisme : le drainage s'effectue depuis 181 pays (chiffre négatif, en bleu) au profit de l'économie de seulement 19 pays (chiffre positif, en rouge).

Figura 4 - Drainage mondial de valeur par les FMN à travers des royalties, paiements de licences, frais de gestion, intérêts et dividendes



Source : Balance des paiements des pays, base de données du CEPII (Boccara, Nayman, travail en cours)
 Calculs des auteurs

Lecture : en rouge, pays receveur net, en pays bleu payeur net, avec un seuil à +1% et -1%, pour les couleurs foncées

Il faut insister sur deux points.

Premièrement, ces drainages ont deux aspects contradictoires : ils constituent un prélèvement de valeur sur ces pays, créent une dépendance et ils sont en même temps, sont une sorte de conséquence d'un partage partiel qui apporte une certaine efficacité productive aux pays.

Deuxièmement, il faut dépasser cela, ne pas revenir en arrière. Nous voyons bien que ce type d'impérialisme est en partie différent dans son mode d'action, ses règles, ses défis, de l'impérialisme de l'époque de Lénine, mais que la domination du capital est maintenue. La question d'un véritable partage général des ressources pour une production vraiment internationale, pour dépasser la logique monopoliste de la globalisation capitaliste et ses contradictions, est fondamentale et cruciale.

d- Ampleurs des besoins de financement des défis communs

Plus généralement, face aux défis communs de notre monde (climat, santé, pauvreté, paix et tous les biens communs), il est absolument nécessaire de développer les capacités humaines – dont les technologies et leur partage – une nouvelle industrialisation et les services publics. Pour cela des financements considérables doivent être mobilisés.

Les besoins pour le seul climat sont évalués par le GIEC à 3.000 Md\$ / an pendant 20 ans (3% du PIB mondial), ceci uniquement pour les investissements (capital fixe). Si on y ajoute

les dépenses de formation, d'emploi, d'embauches, c'est peut-être l'équivalent, soit 3000 de plus. Donc un total de 6000 Md\$.

Il faut y ajouter en outre les dépenses pour les services publics (santé, recherche, formation initiale, écologie, etc.), soit entre 3000 et 6000 de plus.

Ce qui donne un total de 9.000 Md\$ à 12.000 Md\$.

Ce sont des avances pour se développer... C'est donc normal et sain : avant de produire on n'a pas produit, mais il faut former investir, etc. La question, l'enjeu, est de développer suffisamment ensuite grâce à ces dépenses, pour « avaler » la dette par la croissance, la rembourser.

Le besoin de financement est donc massif. Il faut qu'il soit non spéculatif, inscrit dans la durée, et en particulier non soumis à des taux d'intérêt fous, tels ceux des marchés ! Car ces dépenses sont absolument nécessaires. Il faut en outre, qu'elles soient véritablement orientées vers les capacités humaines et écologie (production efficace). Cela veut dire : renverser la hiérarchie entre dépenses humaines (emplois, formation, recherches, services publics) et dépenses matérielles. C'est le renversement de notre temps. Il est à mon sens révolutionnaire, au sens profond de renversement de l'ordre, de retournement.

Ces avances sont à comparer au stock mondial des dettes publiques : 100.000 Md\$, soit 8.000 Md\$ à 10.000 Md\$ par an, mais faites à taux élevé, qui nourrissent le capital financier et entretiennent un cercle vicieux, fait de cancer financier et de spirale dépressive.

L'architecture financière du monde est donc sollicitée.

Mais le dollar et son système s'y opposent. Ils s'opposent à un tel financement et à ce type de changement. C'est dire si le monde entier souffre de l'hégémonie du dollar, Sud, comme Nord (yc l'UE, et même d'une certaine façon le peuple des Etats-Unis lui-même).

4- Dollar américain : situation et mécanismes de domination

Il faut donc s'intéresser au dollar pour comprendre comment.

L'hégémonie du dollar américain en tant que monnaie commune mondiale *de facto* est fondamentale dans la globalisation actuelle, elle participe très profondément de ses asymétries et déséquilibres. Elle va de pair avec l'hégémonie du capital financier américain et des firmes multinationales (FMN).

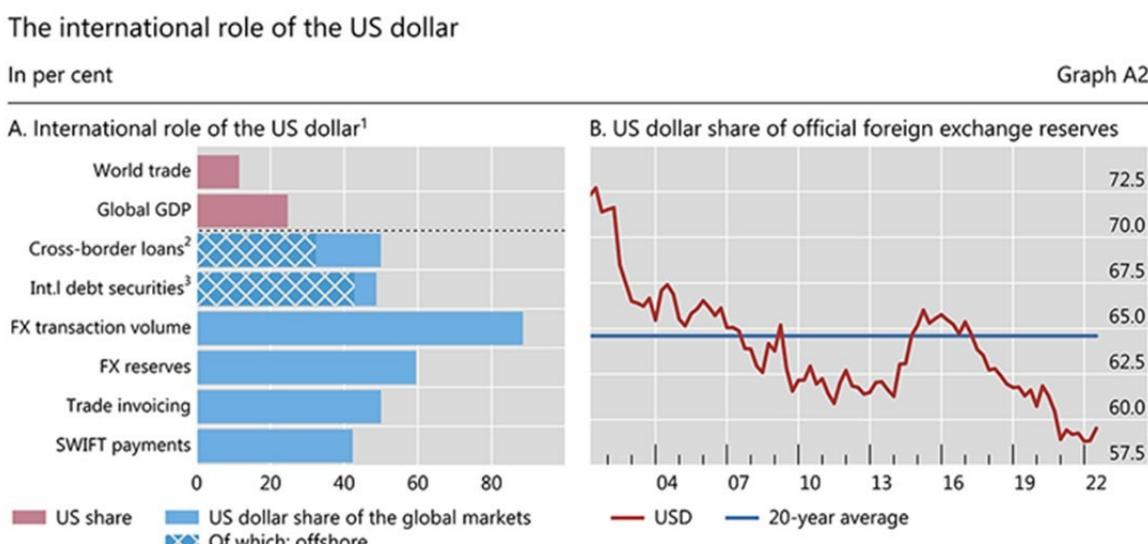
D'une part, la domination du dollar américain permet un énorme "prélèvement" de l'économie américaine sur les autres économies, au service du capital financier et au détriment du développement social de tous les peuples du monde, y compris celui des États-Unis. Elle accentue les inégalités et les renforce.

D'autre part, si on veut financer, c'est largement en dollars (soit par emprunt sur les marchés financiers, soit par émission de DTS, les droits de tirage spéciaux, panier de monnaies où le dollar a un poids dominant). Cela le renforce et accroît les asymétries.

Mais avant même cela, les Etats-Unis bloquent au FMI les émissions de DTS, ou les font aller à leur profit : émission de DTS, seulement 4 depuis la création du FMI (1945), la dernière une fois 930 Md\$, 40% sont allés au G7 ! Tandis qu'avec son institution « sœur », la banque mondiale, ils mettent comme conditions aux prêts, des conditions anti-sociales et aucune condition écologique, tout particulièrement les fameux plans d'ajustement structurels, préconisant privatisations, exports à tout va, coupes dans les services publics, etc.

Le Dollar est un élément de la crise mondiale et un élément clé de la prochaine crise, qui a déjà commencé. Il est essentiel de bien comprendre son hégémonie. On peut partir des différentes fonctions de la monnaie, qui sont au nombre de 3 (intermédiaire dans les échanges, réserve de valeur, étalon), classiquement, et auxquelles les marxistes comme les keynésiens ajoutent une 4^{ème} fonction, celle d'instrument de crédit.

Figure 5 – Poids international du Dollar des Etats-Unis dans différents domaines



¹ Data refer to latest available value. ² USD-denominated cross-border loans by banks to counterparties in all countries (excluding inter-office claims but including interbank claims on account of loans and deposits). Offshore refers to cross-border loans excluding loans from United States and on United States. ³ USD-denominated international debt securities by all issuers; these securities are issued outside the local market of the country where the borrower resides (eg eurobonds or foreign bonds). Offshore refers to USD-denominated loans/debt issued outside United States.

Sources: G Gopinath, "The international price system", *NBER Working Papers*, no 2164, 2015; IMF; Bloomberg; CPB World Trade Monitor; SWIFT; BIS debt securities statistics; BIS locational banking statistics; BIS Triennial Central Bank Survey.

© Bank for International Settlements

En premier lieu, en tant que monnaie, le dollar est un intermédiaire des échanges, et la domination du dollar américain dans le commerce est bien connue. Une grande partie du commerce mondial s'effectue en dollars, et une autre partie est facturée en dollars

(plus de 50 % contre un poids des États-Unis de 10 à 12 % dans le commerce mondial). Par conséquent, de nombreuses économies dépendent de l'évolution du taux de change du dollar. D'autre part, leur commerce stimule la demande de dollars, contribuant ainsi à maintenir son taux de change. On insiste très souvent exclusivement là-dessus, sans voir l'importance de tout le reste de ses fonctions.

En deuxième lieu, la monnaie est un équivalent général. Et, précisément, le dollar est un équivalent général pour presque toutes les devises, après la fin de sa convertibilité en or et l'abandon du gold-exchange-standard (système de Bretton Woods) : il représente plus de 85 % (sur 200 %) du marché des changes. Et les règles du FMI comme les systèmes de paiements interbancaires, tels Swift, contribuent à entretenir cette domination.

En troisième lieu, la monnaie est une réserve de valeur. Le dollar américain domine en effet les réserves mondiales de devises, y compris parce qu'il est accepté comme une contrepartie générale pour toute monnaie (cf. point précédent). Sa part est d'environ 60 % dans les réserves mondiales, bien qu'elle ait diminué, notamment depuis la création de l'euro (qui détient une part de 20 %, mais tant qu'il joue comme un supplétif du dollar, cela change peu de choses). Cela résulte du rapport de force économique en faveur des Etats-Unis et de la détention mondiale d'obligations libellées en dollars (poids de 50 % dans les titres de dette détenus internationalement), mais cela est aussi dû aux règles de convertibilité imposées par le FMI.

Son aspect de la fonction « réserve de valeur », fait, en outre que l'argent a un pouvoir sur les résultats de la production : pour rapatrier la valeur résultant de la production, la transférer depuis les autres pays et/ou l'attirer avec des perspectives de profits (variations des taux de change, investissements financiers dans les actifs libellés dans cette monnaie ou investissements réels dans les entreprises du territoire de cette monnaie). C'est un support majeur de tout le drainage des FMN-US sur le monde qu'on a vu précédemment.

En quatrième lieu, l'argent est également, et surtout, un instrument de crédit. Les œuvres de Marx et les travaux marxistes, puis ceux des keynésiens, montrent que le pouvoir de l'argent réside en grande partie dans sa capacité de financement, son pouvoir de mobiliser les facteurs de production et de les développer : la part du dollar est de 50 % dans les prêts transfrontières.

Le Dollar fonctionne comme une pompe aspirante-refoulante entre les USA et le reste du monde.

*

Sur le fond, le capitalisme peut être fondamentalement vu comme un monopole d'une classe, les capitalistes, sur l'argent et son utilisation. L'argent agit comme un préalable avant de produire, permettant à la production d'exister — finançant actuellement les

énormes besoins d'avances monétaires pour la révolution informationnelle (par exemple, la R&D) – et dirigeant la production : où produit-on, que produit-on, que finance-t-on, quel mix productif entre travailleurs et moyens matériels, etc.

C'est le cas d'une monnaie comme le dollar, qui est émise librement par la Réserve fédérale américaine et qui est acceptée dans le monde entier comme une monnaie mondiale commune *de facto*, mais monopolisée par une seule classe d'un seul pays : les cercles financiers américains.

Cette position du dollar renvoie aussi au rôle des Etats-Unis dans l'économie mondiale et à sa situation particulière d'emprunteur net. Le déficit public du gouvernement des États-Unis est bien connu.

Le financement du déficit US serait, *a priori*, rendu plus difficile du fait que l'économie des États-Unis a – globalement, en termes agrégés – un besoin important et croissant de financement externe net, dont le déficit commercial fait partie en même temps que le déficit public. Mais, le statut du dollar en tant que monnaie mondiale commune *de facto* facilite considérablement ce financement pour avoir recours au financement extérieur. Il est même décisif, puisque le Trésor américain et la Réserve fédérale n'ont qu'à émettre des dollars, leur monnaie nationale, avec laquelle ils remboursent cette même dette aux non-résidents.

Bien sûr, cela nécessite que la confiance dans le dollar et son taux de change soit maintenue. Or, un des facteurs qui renforce et maintient cette confiance est la quantité de titres en dollars détenus dans le monde. Cela rendant ses détenteurs étrangers dépendants à ce que la valeur du dollar se maintienne, tandis qu'un autre facteur est l'importance de la demande de dollars pour de multiples opérations (commerce, achats de titres, etc.) soutenant son taux de change. Ces deux facteurs permettent d'entrevoir l'intense exigence par les Etats-Unis que leur monnaie reste la monnaie commune mondiale (monnaie de détention de titres, de commerce, de réserve et de placement) au risque, sinon, de voir toute cette construction s'effondrer, et donc leur financement par le monde entier¹¹.

Bien au-delà du déficit public, le dollar permet de financer le développement des entreprises multinationales américaines aux États-Unis et à l'étranger. Il fonctionne comme une pompe aspirante et refoulante sur les capitaux du monde entier.

Le dollar est une monnaie qui attire les capitaux du monde entier et renforce ainsi le pouvoir des États-Unis – de leur capital et non de leur peuple. En effet, l'économie américaine attire des capitaux de tous les pays du monde.

11 La prise de position de S. Miran, à laquelle on se réfère au début de ce papier, et la posture de Trump illustrent bien cela.

5- Comprendre la cohérence du système de la globalisation

La globalisation actuelle a sa cohérence de crise, sa cohérence de tentative de réponse à la crise radicale du capitalisme monopoliste d'État social (CME-S). Cette globalisation tente de créer un nouveau système, bien qu'elle soit en crise, sur la base fondamentale de la révolution informationnelle qui déstabilise les règles normales du capitalisme. Le système de la globalisation combine les multinationales, les règles internationales (financières, monétaires, de propriété intellectuelle, entre autres), dont le rôle prééminent du dollar, et les institutions internationales, publiques et étatiques (FMI, OMC, etc.), les trois font système. Elle est imprégnée par la logique du capital, tant dans la formation des réseaux des multinationales que dans les pouvoirs ou dans la logique des normes et des institutions. Autrement dit, cet ensemble est orienté par les critères de rentabilité financière et la logique du marché. Il s'agit de dépasser les quatre marchés (produits, travail, monnaie ou fonds, le marché international qui est transversal aux autres).

Le monopole de l'utilisation de l'argent — et surtout de ses critères —, on l'a dit, est au cœur de la logique du capitalisme, conférant sa cohérence au système. Il s'agit du monopole patronal des pouvoirs et des critères du capital, de la culture du capital, sur l'utilisation de l'argent dans les entreprises et par les entreprises — utilisation du profit, du crédit bancaire et des aides publiques — pour le profit et l'accumulation de capital-valeur (matériel et financier). Il faut non seulement une nouvelle distribution des richesses comme des revenus, mais aussi une autre utilisation des richesses dans la production elle-même, pour une autre production, pour une autre activité économique, sociale et écologique.

L'utilisation de l'argent est la question la plus importante car une autre utilisation pourrait permettre : un autre type d'emploi, un autre travail et une autre production. C'est le principal moyen de rendre viable et durable une autre distribution des revenus. En second lieu, c'est le moyen de modifier les richesses réelles produites, et même les technologies, pour les adapter aux besoins sociaux et environnementaux. Changer l'utilisation de l'argent, permet de changer les critères de gestion des entreprises. Nous proposons des critères d'efficacité économique, sociale et environnementale (opposés à ceux de la rentabilité) avec trois critères principaux :

- (i) améliorer le ratio valeur ajoutée/capital matériel et financier (VA/Cmf),
- (ii) augmenter la valeur ajoutée disponible (VAd) pour la population et les travailleurs (qui peut se décliner par territoire), (iii) favoriser les partages informationnels.

Le critère premier pousse à développer l'ensemble de la valeur ajoutée en économisant le capital matériel et financier, plutôt que de viser le seul profit (plus étroit que la VA) et que de viser à posséder toujours plus de capital (gâchis de matières, d'équipements et financiers). Il incite à un autre type de croissance de la productivité que celle qui prédomine dans le capitalisme. Le second critère vise à développer la part des richesses créées utilisée en faveur des habitants et des travailleurs, donc les salaires et la part du

bénéfice qui ne va pas au capital (dépenses de formation, cotisations sociales et prélèvements publics), plutôt que de développer la part du bénéfice qui va au capital. Le troisième critère, le partage informationnel, apparaît de plus en plus fondamental lorsqu'on traite de mondialisation et à mesure que la révolution informationnelle s'approfondit. Il se traduit, du côté des entreprises, en partage des dépenses de R&D, de formation et partage des informations et brevets. Il se traduit aussi dans l'importance que doit avoir la recherche publique. Il se traduit encore dans le besoin de développer la formation et la culture de toutes et tous, ainsi que dans la nécessité de développer la sécurisation, la statut non précaire de toutes les personnes (travailleurs.ses, retraités, étudiants, etc.).

Avancer vers un partage global des technologies et de leur utilisation et rompre le monopole du capital et des patrons sur l'utilisation des moyens financiers, qui est un monopole de pouvoir et un monopole de critères, peut se décliner à chaque niveau. Du local au mondial, en passant par les entreprises et les organisations internationales. Cela dessine la perspective d'une autre globalisation et non d'une fermeture des nations, d'une globalisation de partage pour toute l'humanité, de partage des richesses, des pouvoirs et des savoirs, rompant avec les cercles vicieux de crise que génère la globalisation capitaliste.

6- Propositions et changements pour une autre globalisation selon quatre axes

Quatre axes semblent décisifs pour aborder la cohérence de la globalisation : (A) les multinationales, (B) le dollar, (C) les critères d'utilisation de l'argent par les banques et de gestion par les entreprises, (D) les institutions internationales.

Les propositions se doivent d'adopter une approche pratique, accessible aux luttes politiques, idéologiques et sociales, et, d'une certaine manière, opérationnelle, ouvrant la voie à un changement de logique, un chemin à la fois réaliste et révolutionnaire. Comme on l'a vu, deux questions traversent les propositions :

- Changer les critères d'utilisation de l'argent, qui est un objectif commun à toutes les propositions. Cela renvoie à l'exigence de dépasser également le keynésianisme historique dont les réponses sont en crise, et qui tente uniquement de limiter les critères de gestion prédominants ou de les atténuer.
- Imposer une priorité au développement des capacités humaines, en lien avec leur rôle devenu décisif pour une nouvelle efficacité économique, sociale et écologique. C'est un élément majeur des critères positifs dépassant la vision keynésienne et uniquement quantitative de l'emploi.

Plus généralement, nous proposons plus de viser un système de "sécurité d'emploi ou de formation" (SEF), comme un nouveau paradigme révolutionnaire pour l'économie, le travail et la société. Chaque axe de proposition peut être vu et utilisé comme un moyen d'avancer

vers cette sécurité d'emploi ou de formation, qui est un objectif central et un moyen, ainsi que d'avancer vers un changement la logique de l'utilisation de l'argent : réduire le coût du capital pour développer l'emploi, les capacités humaines et les dépenses d'une nouvelle efficacité (R&D, formation, services publics), ainsi que les partages.

A. Multinationales

- Nouveaux types de traités internationaux d'investissement et de commerce

De nouveaux types de traités de commerce et d'investissement permettraient de modifier de façon déterminante le comportement des multinationales. Il s'agirait de traités internationaux « de maîtrise des échanges et investissements entre les pays, pour le développement de l'emploi et des biens communs » (à commencer par la santé et l'environnement). Le commerce et l'investissement ne seraient que des moyens et non des fins.

Les traités actuels ont au contraire pour objectif explicite de favoriser davantage le commerce international en soi, plus d'investissement international en soi. Par conséquent, ils ont trois aspects : (i) le principe, ou le but, faciliter avant tout les investissements et le commerce international ; (ii) les mesures visant à protéger "l'investisseur", son rendement (= son profit), pour faciliter les "transferts" (= les drainages de valeur) ; (iii) les organismes communs ou supranationaux de règlement des différends. Tout est donc évalué sur le principe d'augmenter et de faciliter le commerce et les investissements internationaux, en protégeant les gains.

L'idée serait d'établir des traités pour maîtriser les investissements et le commerce internationaux au regard du développement commun de l'emploi et des biens communs. Le principe, ou le but, serait de développer l'emploi et les biens communs. Ainsi, le soutien au commerce international ou aux investissements internationaux serait conditionné au développement de l'emploi et des biens communs (santé, environnement, etc.). Il s'agit d'une logique juridique où les moyens et les fins seraient inversés, le commerce et les investissements internationaux deviendraient des moyens et non des fins, l'emploi et les biens communs dans les différents pays seraient étant les fins.

Établir de nouveaux types de traités internationaux serait une étape très importante pour dépasser les multinationales fonctionnant selon le capitalisme, ou du moins changer l'équilibre des forces avec les multinationales, et faire en sorte que celles-ci opèrent différemment et contribuent au développement des pays et des peuples. Mais il est également nécessaire d'établir (dans les traités et/ou au sein des multinationales) :

- Des règles de coopération et de partage plutôt que des règles de concurrence (par exemple, changer les principes de propriété intellectuelle pour partager les technologies ; ou, au sein des multinationales, établir des règles sur le partage de la charge de travail).

- Des droits d'intervention des travailleurs et de la société civile sur les entreprises et leurs décisions, avec le droit d'imposer des projets alternatifs de production, d'investissement et/ou de recherche. Cela nécessite le droit d'accès à l'information et le droit de mobiliser le crédit public.

B. Le dollar et la nécessité d'une monnaie mondiale commune alternative

Il est nécessaire d'avoir une monnaie mondiale commune alternative au dollar. Une monnaie commune de crédit "orientée" vers les services publics (y compris la protection sociale) et le crédit bancaire pour les investissements, avec des critères de développement de l'emploi et de production efficace et écologique.

Cela est possible à partir des Droits de Tirage Spéciaux (DTS) du Fonds Monétaire International (FMI), un panier de monnaies, embryon d'une monnaie internationale, dont il faut élargir le nombre de monnaie et modifier les poids.

- Le FMI attribuerait des DTS à un taux bas (jusqu'à un taux zéro ou négatif) aux banques centrales pour financer le développement des services publics et refinancer le crédit bancaire pour les investissements matériels et de R&D à un taux d'autant plus bas que les investissements développeraient l'emploi, la formation, l'efficacité et la production écologique.
- Les DTS seraient attribués aux pays en fonction d'un critère mixte : leur poids dans la population du monde et leur poids dans le PIB mondial. Il s'agit de faire en sorte que l'argent aille là où vivent les femmes et les hommes, c'est-à-dire, de fait, les pays du « Sud », et pas seulement où sont les richesses monétaires actuelles.
- On peut commencer au niveau des régions du monde, ou entre les régions du monde (Europe/Amérique latine et Caraïbes, ou Chine/Amérique latine et Caraïbes, Europe/Afrique), ou avec les BRICS et la NDB (Nouvelle Banque de Développement¹²).

Financer le développement des services publics avec une création monétaire mondiale signifie commencer réellement, et effectivement, à sortir du système "capital-dette publique-profit (intérêts)-dépendance", pour construire un système "création monétaire-avances à taux zéro-valeur ajoutée-développement".

C'est aussi répondre, fondamentalement, au défi commun, mondial des dettes publiques et de leur accumulation.

12 Il est à noter que le capital de celle-ci n'est cependant que de 100 Md\$ et qu'elle limite volontairement sa capacité de prêt à 200 Md\$ d'encours. Ce montant est tout à la fois significatif pour engager des choses et très inférieur aux exigences mondiales.

Développer l'emploi, la formation et l'efficacité signifie aller pas à pas vers un système de "sécurité d'emploi ou de formation" (SEF). Cela nécessite l'utilisation de critères de création d'emplois de qualité et d'améliorations des conditions sociales, des critères appliqués aux investissements — réduire le coût du capital pour réorienter les dépenses en faveur de l'emploi et du social — et non pas des critères de financement direct de l'emploi qui au contraire visent à réduire le prétendu "coût du travail" et fonctionnent en faveur du capital et du profit.

Commentaires sur les positions des BRICS

Les BRICS se sont positionnés dans ce sens d'un tel instrument monétaire international depuis leur fondation en 2009, puis avec la création de leur Banque de Développement en 2011. En particulier, le gouverneur de la Banque centrale de Chine, Zhu Xiaochuan, a proposé en 2009 la création d'une nouvelle monnaie mondiale commune basée sur les Droits de Tirage Spéciaux (DTS), remplaçant le dollar. Des déclarations récentes, comme celles de Lula au printemps 2023 dénonçant les DTS comme dominés par le dollar, ainsi que d'autres leaders des pays BRICS, largement étendus à BRICS+ et les mesures prises, mettant l'accent sur la création le plus tôt possible d'une monnaie internationale alternative au dollar, pourraient être interprétées comme un recul d'un objectif mondial et un retour vers un objectif de fragmentation du monde.

C'est, me semble-t-il, un changement qui exprime plutôt une urgence de sortir de l'hégémonie du dollar, un potentiel, une confrontation pour cette sortie, mais aussi une ambivalence et certaines contradictions. L'**urgence** aiguë pour le "Sud global" est de se libérer de la dictature du dollar. Le **potentiel** de libération réside dans la force économique, monétaire, commerciale (y compris le poids des pays pétroliers) et même financière des BRICS+. La confrontation est contre la domination du dollar, y compris au sein de la composition actuelle des DTS. L'ambivalence et les contradictions : s'agit-il de chercher une fracture du monde en deux, de faire coexister deux types d'hégémonies, d'affirmer certaines hégémonies nationales autoritaires qui cherchent à consolider la place de leurs propres capitalistes sur la scène mondiale, ou s'agit-il de progresser vers un autre type d'unification du monde? à partir des exigences objectives de développement des peuples de ces pays ou à partir des exigences du grand capital de ces pays ? Ces contradictions et ambivalences traversent apparemment les BRICS+. De toute façon, il y a une bataille et on ne peut prétendre avancer vers un nouvel ordre économique sans un changement profond du FMI, notamment dans la composition des DTS et les droits de vote. E. Macron a pourtant prétendu le contraire en juin 2023 lors du sommet financier mondial qu'il a organisé et c'est ce que veulent imposer les États-Unis en conservant leur droit de veto au FMI.

Une bataille d'unification et non de fragmentation, pour une réelle globalisation

Dans la perspective d'une nouvelle unification du monde, l'avancée immédiate vers une monnaie commune des BRICS, ainsi que la dénonciation du poids excessif du dollar dans les DTS actuels, représente objectivement un défi au FMI et à l'impérialisme du dollar même si le dollar n'est pas explicitement dénoncé dans la déclaration du sommet des BRICS d'août 2024. Plutôt que de l'opposer à la création d'une véritable monnaie commune mondiale alternative au dollar, cette avancée pourrait constituer une étape, un point d'appui et non une fin en soi. Dans ce sens, il est nécessaire de s'appuyer sur les exigences récentes et nouvelles des BRICS. Une monnaie commune pour les BRICS, avec une capacité spécifique de prêts dans cette monnaie, pourrait faire partie d'une relation de forces et d'expérimentations face à l'impérialisme du dollar pour progresser vers un autre ordre mondial, un nouvel ordre économique international. Bien entendu, de l'autre côté, les efforts d'intégration capitalistes des BRICS à l'impérialisme US existent tant de l'extérieur que de l'intérieur de ces pays, où le capital financier est fort et dispose de points d'appui, de même que la culture du taux de profit .

Ce n'est pas joué. C'est une bataille qui doit être menée, une bataille pratique et une bataille d'idées, dans laquelle le "sens", l'orientation, d'une monnaie mondiale commune joueront un rôle crucial, notamment à travers les types de prêts et leurs critères : monnaie pour le développement des capacités humaines et des biens communs, par opposition à une monnaie de fracturation du monde et à la domination d'un pays ou d'un groupe de pays ?

On pourrait penser que cela concerne essentiellement le Sud. Mais, dans ce contexte, le rôle de l'Europe est important. Les économistes de la revue *Economie & Politique* se sont positionnés depuis longtemps en faveur d'une monnaie mondiale commune alternative au dollar, à partir d'une expansion des DTS (quantité + diversité des devises du panier des DTS) et d'une profonde réforme du FMI (en particulier dans ses droits de vote) pour orienter le financement différemment (voir l'interview de Paul Boccardo au quotidien d'Inde *The Patriot*, en 1983). Le Parti de la Gauche européenne adopte la même position. Dans la situation actuelle, ces propositions gagnent en actualité.

- D'une part l'Europe, ses peuples, souffrent considérablement de la dictature exercée par le dollar sur le financement et donc ses conditions de développement - tout particulièrement en poussant à la hausse des taux de la BCE sous menace d'aspirer ses capitaux - mais aussi par son pouvoir exercé sur le commerce mondial pour reporter les difficultés états-uniennes sur tous les autres peuples.
- D'autre part, nous pensons que l'Europe ne doit pas rester à la remorque des États-Unis, un supplétif co- ou sub-impérialiste récoltant les miettes. Elle pourrait plutôt avoir comme projet d'être un pont entre les pays développés et le "Sud global", impulsant une visée de progrès social et écologique commun. Les peuples d'Europe, tout comme ceux du monde entier, auraient beaucoup à gagner avec cela.

Mais pour cela, il ne suffit pas d'avancer vers l'idée seule d'une autre monnaie mondiale que le dollar. Il faut aller vers l'idée complémentaire d'une monnaie visant le codéveloppement des services publics (y compris la protection sociale), de l'emploi et des

biens communs. Cela constitue un facteur fondamental pour la viabilité économique, mais aussi politique d'une telle monnaie ne visant pas une hégémonie d'un pays, ou d'un groupe de pays, à la place d'une autre, mais une avancée profonde dans la coopération mondiale.

La question cruciale est : pour les exigences objectives de développement des peuples, le progrès social-écologique commun *versus* pour les exigences du grand capital de certains pays, y compris de certains BRICS ?

De toutes façons, il y a une bataille. On ne peut prétendre avancer vers un nouvel ordre économique international avec de simples replâtrages et sans un changement profond du FMI. C'est pourtant ce qu'a prétendu E. Macron en juin 2023, lors du sommet financier mondial de Paris qu'il a organisé. Il a alors été taclé par Lula, le président du Brésil. C'est ce que veulent imposer les Etats-Unis en conservant leur droit de veto au FMI et avec l'offensive de Trump, sans précédent depuis celles de Nixon en 1971 et 1973.

Dans la perspective d'une nouvelle unification du monde, l'avancée immédiate vers une monnaie commune des BRICS, ainsi que la dénonciation du poids excessif du dollar dans les DTS actuels représente un défi à l'impérialisme du dollar. Trump ne s'y est pas trompé, déclarant le 30 novembre 2024 que les BRICS doivent « promettre de ne pas créer une nouvelle monnaie commune ou de soutenir toute autre monnaie pour rivaliser avec le dollar ». Son chief economist (S. Miran) désignant dans le même temps « la question du statut de réserve [du dollar US] comme étroitement liée à la sécurité nationale ».

Plutôt que s'opposant à la création d'une monnaie commune mondiale, une monnaie commune pour les BRICS pourrait constituer une étape, un point d'appui et non une fin en soi. Avec une capacité spécifique de prêt en cette monnaie, elle ferait partie de la construction d'un rapport de forces et d'expérimentations pour progresser vers un nouvel ordre économique international.

Ce n'est pas joué. Il y a une bataille, pour une nouvelle unification du monde, sur une base de progrès social-économique pour tous les peuples de l'humanité. Et dans cette bataille il y a des points d'appui.

C. Les critères d'utilisation de l'argent par les banques et de gestion par les entreprises

Comme expliqué précédemment, changer les critères d'utilisation de l'argent est transversal aux autres axes et est un objectif commun à toutes les propositions : presque chaque proposition que je formule ici aborde cet aspect.

On peut formuler des propositions plus spécifiques pour agir sur la globalisation à partir du niveau national. Trois domaines sont identifiables : les investissements directs étrangers (IDE), le crédit bancaire aux entreprises, les entreprises elles-mêmes.

- IDE : favoriser les IDE qui développent la valeur ajoutée disponible dans les pays concernés et l'emploi de bonne qualité. Cela peut être réalisé par le biais de la fiscalité et des aides publiques nationales, ainsi que par le crédit bancaire.
- Un crédit bancaire bonifié pour les investissements (matériels ou de R&D) qui développent l'emploi et l'efficacité (VA/Cmf). Cela peut être réalisé de deux manières complémentaires : avec des fonds publics de bonification et/ou par le biais de banques publiques (nationalisées) non soumises à la pression actionnariale de la rentabilité financière. Cela concerne autant le niveau national, régional (région du monde) que mondial.
- Changer les critères de gestion des entreprises, en particulier des firmes multinationales (FMN), pour qu'elles cherchent à augmenter l'efficacité du capital (VA/Cmf) et la masse de valeur ajoutée disponible pour les travailleurs et les populations (VAd), au lieu de rechercher la rentabilité financière et le profit maximum, à tous les niveaux de leurs implantations. Cela peut être réalisé notamment par de nouveaux droits d'intervention des travailleurs dans la gestion et sur l'utilisation de l'argent, y compris les décisions d'investissement, en particulier dans les entreprises publiques. Cela peut être réalisé aussi en agissant sur les critères des aides publiques aux entreprises, par le biais d'une fiscalité incitative et punitive, ou par le biais d'un nouveau type de crédit bancaire.

D. Nouvelles institutions démocratiques

Il est nécessaire de mettre en place de nouvelles institutions démocratiques pour le partage, ainsi que des institutions démocratiques chargées de suivre l'utilisation de l'argent et la réalisation des objectifs. Une réforme profonde des institutions existantes est également nécessaire. Du point de vue international, la question majeure est celle de la place des pays du Sud, où vit la majorité de l'humanité, mais aussi celle des peuples et des travailleurs, pas seulement celle des Etats.

- Une réforme profonde du Fonds monétaire international (FMI) : sa démocratisation, avec un rééquilibrage des droits de vote des pays en fonction de leur poids dans la population mondiale, donc en faveur du Sud, et la suppression du droit de veto (*de facto*) des États-Unis.
- Une réforme profonde de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui devrait reposer sur un changement de sa mission : au lieu d'être responsable de garantir la "concurrence libre et non faussée", l'OMC pourrait être chargée de garantir la coopération et de maîtriser le commerce mondial pour le codéveloppement. Cela impliquera également des règles pour le partage des technologies (actuellement, l'OMC est responsable des droits de propriété intellectuelle) et le développement des biens communs.

Le blocus contre Cuba, d'une part, signifie un monopole maximal des technologies, des produits, des matières premières et des voies de transport par le capital américain et ses multinationales. Ce blocus étendu est également dû, d'autre part, au monopole du dollar dans le système monétaire et financier mondial. Ainsi, ce blocus est comme l'expression maximale du déséquilibre mondial : il concerne tous les pays. Il est donc d'un intérêt commun à tous les pays et peuples du monde de le faire cesser.

Mais il ne suffit pas de changer les institutions existantes. De nouvelles institutions sont également nécessaires.

- En particulier, de nouvelles instances sont nécessaires pour suivre les activités des multinationales, pour l'intervention des travailleurs dans leur gestion, et pour superviser les nouveaux types de traités commerciaux et d'investissement, avec la participation de travailleurs de différents pays. Ces instances devraient être soutenues par les services publics nationaux. Et à l'échelle internationale, il devrait y avoir un service public mondial, et/ou plutôt une coordination entre les services nationaux, sous l'égide de l'ONU, liée à la nouvelle conscience de l'évasion fiscale, qui doit s'étendre plus largement au rôle des activités des multinationales, notamment à leur contribution à la réalisation des "Objectifs du Millénaire".

Il s'agit d'une construction politique, une construction d'un nouveau type, à partir des exigences subjectives des gens - démocratie, transparence, intervention - et des exigences objectives de la situation - un pouvoir alternatif à celui du capital et de sa logique, sur l'utilisation de l'argent à chaque niveau, du niveau décentralisé, local, au niveau mondial, un pouvoir qui ne compense pas les décisions du capital, ou ne les accompagne pas, mais qui agit directement sur les entreprises et les banques.

Conclusion

Tout cela peut sembler difficile. Cependant, le monde se trouve à un carrefour, à la recherche de nouvelles règles et de solutions viables pour faire face à des défis extraordinaire. La vieille logique est remise en question de toutes parts. Nous vivons l'échec du néolibéralisme qui se transforme en une intervention publique sans précédent... mais en faveur du capital (création monétaire massive par les banques centrales ou subventions massives aux entreprises, comme les 400 milliards de dollars du plan IRA aux États-Unis). Puis nous visons la volonté hyper-impériale du grand capital US et du gouvernement actuel des Etats-Unis d'instaurer un monde unipolaire. Et nous ne pouvons pas revenir aux solutions du passé (solutions keynésiennes de la socialdémocratie ou solutions de type soviétique). Elles n'ont pas été viables. Nous ne pouvons pas non plus nous contenter de limiter le néolibéralisme. Il y a une opportunité et une nécessité historiques de construire des revendications et des luttes communes au niveau mondial, en harmonie

avec une nouvelle culture de paix, d'humanité, du bien de tous et de toutes, avec tous et toutes, comme le défendait José Martí !

Bibliographie

- BOCCARA Frédéric, 2022. "Time for Another Kind of Globalization: Challenges for Theory and Proposals," Springer Books, in: Thi Anh-Dao Tran (ed.), *Rethinking Asian Capitalism*, chapter 15, pages 339-376, Springer.
- BOCCARA Frédéric (2013), *Firmes multinationales et balance des paiements dans la globalisation financière et la révolution technologique informationnelle - une analyse théorique et appliquée*, Thèse de doctorat de l'Université de Paris 13 - Sorbonne-Nord, tomes 1 et 2, 608 p.
- BOCCARA Paul (2017), *Neuf leçons sur l'anthroponomie systémique*, Editions Delga, 230 p.
- BOCCARA Paul (2013), *Théories sur les crises - La suraccumulation et la dévalorisation du capital*, Editions Delga, 557 p.
- BOCCARA Paul (2012), *Le Capital de Marx, son apport, son dépassement au-delà de l'économie*, Le Temps des Cerises, 174 p.
- BOCCARA Paul (2011), "We must incriminate the basic rules of capitalism", p. 61-68, in *All the Same - All Being New. Basic rules of capitalism in a world of change*, Peter Herrmann editor, Europäischer Hochschulverlag, Bremen, 198 p.
- DIMICOLI Yves (2000), « 'Nouvelle économie' ou nouvelle phase de la crise systémique ? », *La Pensée*, n° 23, p. 37-51
- DURAND Denis (2005), *Un autre crédit est possible*, Le Temps des Cerises, 367 p.
- GALBRAITH James (2014), *The end of Normal: The Great Crisis and the Future of Growth*.
- GIRAUD Gaël (2013), *L'illusion financière*, Les éditions de l'Atelier, 231 p.
- KEYNES John Maynard (1936), *General Theory of Employment, Interest and Money*.
- MARX Karl (1867, 1885 et 1894), *Le Capital*, Editions sociales, Livres 1, 2 et 3
- MILLS Catherine, CAUDRON José, *Protection sociale - Économie et politique, débats actuels et réformes*, Gualino, 272 p.
- ROLL Clément (2019), « La rentabilité du capital en France », Mémoire de recherche, ENS-Cachan, 52 p.